



Manifestation du 18 octobre 2022 – Intervention de la CGT Isère

Bonjour à toutes et tous

J'ai entendu ici et là, que certains s'interrogeaient sur notre présence ici au 66 boulevard Foch devant le MEDEF.

Et bien précisons que cette journée de grève générale à l'appel de plusieurs organisations syndicales et organisations de jeunesse fait suite à la journée interprofessionnelle de grève et de manifestation du 29 septembre qui a vu la participation de près de 250 000 manifestants dans le pays et près de 6000 en Isère.

C'est dire la colère qui règne contre les ceux qui refusent d'augmenter massivement les salaires, les pensions et les minimas sociaux face à une inflation qui explose.

Que soit le président des riches qui souhaite gérer le pays comme une entreprise avec à sa tête le président des super-riches et gouvernement Borne-Le Maire qui prévoient de passer en force à coup de 49.3 sur tous les sujets ou ils n'auraient pas à avoir de majorité avec l'extrême droite comme force d'appui.

Rappelons tous de même que ce sont ces mêmes libéraux qui ont fait le choix de privatisation d'EDF-GDF et de libéraliser le secteur de l'énergie en justifiant à ceux qui voulaient l'entendre que cela ferait baisser le prix de l'électricité et du gaz sur le cours des marchés.

Les mêmes qui s'étonnent aujourd'hui de la hausse délirante du prix de l'énergie. Sans compter que depuis 2004 les missions de services public qui étaient assurés gratuitement sont devenues payantes comme le changement de compteur ou encore les frais de mise en service.

Sans compter qu'avec ses tarifs prohibitifs ce sont plus de 8 millions de personnes qui ont plongé dans la précarité énergétique alors que l'on avait l'énergie la moins chère d'Europe à l'époque.

Alors si pour le président des riches c'est la fin de l'abondance, la fin de l'évidence, nous nous exigeons la fin de l'arrogance et la fin de l'opulence.

A ceux qui veulent épargner le patronat pour qui le travail se résume à un « coût » rappelons leur que ce sont les travailleurs et les travailleuses de ce pays qui produisent les richesses que nous soyons du secteur public ou privé.

Rappelons également que si les 3 premiers mois de l'année sont consacrés à rémunérer le travail et les coûts de production (salaires, matière première...) les mois restants le sont pour rémunérer les actionnaires. Si ce n'est pas de l'arnaque ça y ressemble... en tout cas à de l'exploitation.

Les plus grandes fortunes de France, les Drahi, Mulliez, Arnault, Betancourt et consorts, continuent eux de se gaver à outrance : La fortune de Bernard Arnault s'établissait en 2021 à près de 8 500 000 milliards de SMIC. En France 10% des plus riches détiennent près de la moitié du patrimoine.

He oui, quand 300 milliards d'euros d'avoir Français disparaissent dans les paradis fiscaux, quand la part des richesses des actionnaires bondit de +170% en 23 ans, quand le taux d'imposition des sociétés chute dans les pays avancés de 40% à 27 % en 30 ans, quand 36 milliards de profits ne sont pas déclarés, quand

150 milliards d'euros d'aides publiques vont directement dans la poche des entreprises, on peut dire que ne n'est pas le travail qui coute cher mais l'actionnaire !

Oui de l'argent il y en dans les tiroirs-caisses du patronat et oui la taxe sur les profits et les superprofits doit être mise en place, oui les exonérations sur les cotisations patronales doivent cesser pour garantir une protection sociale décente et gagner une retraite à 60 ans, oui la réduction du temps de travail à 32h doit être négocié pour permettre de travailler toutes et tous, moins et mieux.

Voilà le message que nous envoyons ce jour au patronat, au MEDEF mais également à la CPME qui la semaine dernière suppliait la première ministre de faire le nécessaire pour dégager la CGT des raffineries et de réquisitionner les grévistes. Qu'ils se rassure c'est chose faite et à cela ils ont gagné la grève générale car à la CGT on ne lâche pas nos camarades !

Nous n'acceptons pas la généralisation de la répression syndicale et la criminalisation de l'action syndicale organisée par le patronat et la Macronie.

Nous n'accepterons pas la remise en cause du droit de grève !

Que ce soit contre les agent-e-s de maintenance de Réseau de Transport d'Électricité (RTE) qui ont vu débarquer à leur domicile, au petit matin du 4 octobre, la police pour des perquisitions : menottés devant leur famille et qualifiés de « cybercriminels en bande organisée », ils ont été envoyés en garde à vue à la Direction Générale de la Sécurité Intérieure.

Que ce soit contre les grévistes des raffineries quand la première ministre menace d'envoyer l'armée ou le gouvernement prend fait et cause contre ces salarié-e-s qui revendiquent une légitime répartition des richesses produites quand la seule rémunération du PDG de Total Energies, Patrick Pouyanné, a bondi de 52% en 2021 (6 millions d'euros par an).

Une intersyndicale doit se tenir la semaine prochaine, le 24, pour travailler à la suite de ce mouvement.

Restons mobilisés dans les prochains jours et prochaines semaines pour gagner à la mobilisation celles et ceux qui ne sont pas encore convaincus. Partout menons les débats, en intersyndicale là où c'est possible

Pour un smic à 15€ de l'heure, pour une revalorisation des pension et minimas sociaux, pour la réduction du temps de travail à 32h pour travailler toutes et tous, moins et mieux, pour une retraite pleine et entière à 60 ans.

Tous ensemble on ne lâche rien !